

CCIG info

moins
de papiers
plus
d'efficacité

devillard.ch

DU COPIEUR À LA GED

devillard

Bulletin d'information de la
Chambre de commerce, d'industrie
et des services de Genève

Votation du 23 septembre

La CCIG recommande de rejeter les **deux initiatives de politique agricole** proposées au souverain.

PAGE 4

Commerce international

Succès pour la **mission économique en Chine**, comme en témoignent quelques participants.

PAGE 6-7

Digitalisation

La **cybersécurité** était au cœur d'un séminaire Allianz à la CCIG à la fin juin. Décryptage.

PAGE 11

CAUTIONNEMENT

Le financement, oxygène des PME

L'argent est le nerf de la guerre, et c'est aussi celui de l'entreprise. À Genève, le système de financement des entreprises est bien rodé. Mais obtenir de l'argent de la part d'organismes étatiques et de banques doit se mériter et répondre à des règles précises.

LE PRINCIPAL OUTIL DE LA FONDATION D'AIDE AUX
ENTREPRISES EST LE CAUTIONNEMENT



Tout comme une voiture, pour démarrer et progresser, une entreprise a besoin d'essence, en l'occurrence de financement. Mais rares sont celles qui parviennent à se développer sur la seule base de leurs propres fonds, que ce soit pour les fonds de roulement (décaissements/encaissements) ou pour l'investissement. La **Fondation d'aide aux entreprises (FAE)**, de

droit public, joue souvent le rôle d'un tremplin bienvenu pour les nouvelles PME. Elle leur sert à la fois de fonds d'amorçage et de coup de pouce salutaire. « Le besoin d'argent frais se fait sentir quand la trésorerie est immobilisée par d'autres investissements ou qu'il y a un ralentissement passager », relève son directeur Patrick Schefer.

Le principal outil de la FAE est le cautionnement (85 % des cas). En clair, elle apporte une garantie à la banque, qui, elle, octroie le prêt. Une démarche régie par le Cautionnement romand, coopérative liée au système fédéral de cautionnement qui peut engager jusqu'à 500 000 francs par projet. Une autre solution est l'avance de liquidités sur facture ou factoring.

Un système auquel la Suisse est encore réfractaire par rapport à ses voisins. Il permet d'avancer jusqu'à 250 000 francs à une société contre la cession de factures ouvertes pour qu'elle puisse régler les frais courants. Car entre l'émission d'une facture et le paiement effectif, plusieurs mois peuvent s'écouler, entraînant un manque de liquidités.



Patrick Schefer

Contrairement aux idées reçues, en Suisse, on ne s'acquitte pas aussi facilement que ça de ses factures. C'est vrai pour les particuliers et les entreprises. Selon

l'étude « European Payment Report 2016 » d'Intrum Justitia, les firmes helvétiques règlent leurs dus réguliers après 37 jours, avec sept jours de retard sur les délais, dans la moyenne européenne. Des retards dus en général aux difficultés financières et à une surcharge administrative. Dans certains cas spécifiques, la FAE propose en outre un financement de mandats

d'audit et une prise de participation minoritaire.

La FAE, qui dépend désormais du Département des finances, résulte de la fusion en 2005 de la fondation Start PME, de l'Office genevois de cautionnement mutuel (OGCM) et des mécanismes issus de la loi instituant une aide aux petites et moyennes industries (LAPMI). Sa création n'a pas été fondée sur la philanthropie, mais sur un système gagnant/gagnant qui rapporte à l'Etat. Sur 5,39 millions de francs engagés l'an dernier, 19 millions lui sont revenus en gains fiscaux (23,3 millions de retombées en tout), un ratio intéressant. Cela prouve l'importance de soutenir des structures qui, par leur développement progressif, auront un effet multiplicateur pour la collectivité.

La FAE soucieuse de l'emploi

Le choix des dossiers s'opère une fois par mois: les huit membres du Conseil de fondation sélectionnent les postulants selon une série de critères, tels que la rentabilité à terme. La FAE doit aussi éviter la

suite page 2

Centre de carrière

Votre partenaire de référence pour le recrutement de profils universitaires

Publications
d'offres d'emploi

Forums
carrières

Réseau
d'Alumni

+ 41 22 379 77 02
carriere@unige.ch
carriere.unige.ch



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

JUAN-CARLOS TORRES
Président



Maintenir l'homme au centre des préoccupations

ÉDITORIAL

Il y a belle lurette que la révolution numérique est en marche. De nouveaux acteurs voient le jour, inventant des business models qui supplantent les réseaux de vente et de services traditionnels et qui créent des relations directes entre consommateurs. Et les technologies d'impression 3D, bientôt disponibles pour un usage domestique, sont en passe de transformer le consommateur en producteur.

Aujourd'hui, ce n'est donc pas la digitalisation même qui interroge, mais la vitesse de l'évolution et les mutations de l'outil. L'avènement de l'intelligence artificielle – qu'elle s'applique à la conception des produits, à leur fabrication ou à la gestion des services – constitue le véritable défi. Il ne s'agit plus ici de parler de robots qui exécutent les tâches pénibles ou répétitives à la place d'êtres humains, mais bien de programmes suffisamment puissants et agiles pour se substituer à l'analyse humaine, tels ceux qui effectuent des recherches dans la jurisprudence à la place des avocats ou qui posent des diagnostics médicaux.

Comment notre société et nos entreprises vont-elles s'organiser face à l'arrivée de l'intelligence artificielle dans tous les domaines? Quel rôle donner à l'avenir aux hommes et aux femmes dans nos entreprises? On admet communément que 60% des jeunes qui entreront sur marché du travail en 2025 feront un job qui n'existe pas aujourd'hui. La formation – initiale ou continue – est donc appelée à jouer un rôle crucial à toutes les périodes de la vie. Ainsi, il est pertinent de vouloir introduire l'enseignement de l'informatique à l'école dès le plus jeune âge. Le corollaire de cette volonté est d'intéresser un plus grand nombre de femmes aux filières techniques, puisque c'est majoritairement la gent féminine qui s'occupe des petites classes.

Il est de notre responsabilité commune, à nous, entreprises, associations économiques et monde politique, de réfléchir à la place que l'être humain occupera demain dans l'économie. Car l'être humain doit rester au centre de nos préoccupations. C'est ce que la CCIG souhaite en accompagnant ses membres dans la réflexion et la définition de leur nouveau business model, rendu possible grâce aux nouvelles technologies.

suite de la page 1 ►

distorsion de concurrence: « On ne peut décemment financer une entreprise en faisant couler son concurrent! », aime à rappeler Patrick Schefer. Autre condition déterminante: le maintien ou la création d'emplois locaux.

La FAE ne peut pas non plus s'immiscer dans la conduite d'une entreprise et être juge et partie. Elle se contente de donner les bonnes clés au patron qui peut ainsi se concentrer sur son cœur de métier. La fondation se veut généraliste: il n'y a pas pour elle de bon ou de mauvais secteur. Ainsi, les restaurants ont un risque de faillite important au début et moins par la suite, alors que pour les sociétés informatiques, c'est le contraire! Parmi ses récents exemples de réussite, la résurrection de la société Acqiris spécialisée dans les cartes électroniques.

Une fondation spécifique en Ville de Genève



Anne-Marie Gisler

Une autre fondation de droit public, la **Fondetec**, s'est spécialisée dans le financement d'entreprises jeunes ou existantes, pour autant qu'elles soient domiciliées en Ville de Genève. En vertu d'une convention, une enveloppe de 25 millions de francs lui a été allouée en novembre 2016 à l'unanimité par le Conseil municipal et ce, pour dix ans. À l'instar de la FAE, les aides au démarrage qu'elle dispense permettent de créer et maintenir des emplois locaux. « Mais nous sommes indépendants des banques, précise sa présidente Anne-Marie Gisler, et donc seuls à maîtriser notre enveloppe ». À ce jour, la Fondetec propose un crédit remboursable sur cinq ans (5% d'intérêt par an) à une centaine d'entreprises pour financer le fonds de roulement ou des investissements logistiques.

La FAE en quelques chiffres



En douze ans d'existence, la FAE a accordé un soutien global en faveur de 562 PME genevoises dépassant CHF 189 millions permettant de créer ou de maintenir plus de 8000 emplois. Rien qu'en 2017, elle a « auditionné » 587 entreprises.

Au final, 67 ont bénéficié de son soutien, après un examen minutieux des postulants. La FAE est au bénéfice d'un contrat de prestations de l'Etat pour la période 2016-2019, d'un montant de 5,39 millions de francs par an.

Le ratio entre le montant alloué et son impact sur l'emploi compte, il faut un certain retour sur investissement: « Nous préférons soutenir une affaire un peu risquée, mais porteuse d'emplois et au concept innovant », poursuit Anne-Marie Gisler. C'est son Conseil de fondation, composé de tous les partis politiques siégeant au Conseil municipal, qui statue sur les projets. Il les sélectionne en fonction de leur viabilité, du caractère pionnier, du respect de l'environnement, de l'égalité homme-femme. La Fondetec fait aussi de l'hébergement et de l'accompagnement de PME, en louant un *open space* et des bureaux privatifs pour favoriser le partage d'expériences.

Les banques commerciales misent sur le « on line »

L'essentiel du financement des entreprises est néanmoins assuré par les banques qui filtrent les demandes en fonction des périodes économiques, des réglementations et des expériences clientèle. Les prêts sont en général octroyés sur une base qualitative (le business et son potentiel) et quantitative (un plan financier précis). Condition sine qua non, le dossier du client doit mettre en avant ses produits et services, créateurs de valeur ajoutée.

Comme sa concurrente Credit Suisse, UBS accompagne une entreprise durant presque toute sa durée de vie. Mais rarement au-dessous de trois ans d'exercice, car le critère de rentabilité peine à être

rempli au démarrage. « Notre spectre d'intervention couvre l'entier des secteurs d'activités, y compris ceux où la rentabilité est plus difficile, tels que le commerce ou la restauration, car on y trouve aussi de vraies perles », relève Alexandre Prêtre, responsable de la Clientèle commerciale chez **UBS Genève**. « C'est le concept et l'innovation qui priment ».

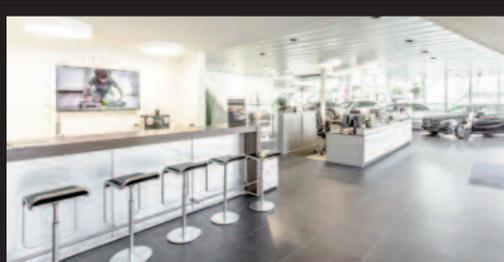


Alexandre Prêtre

Toutes les tailles d'entreprise sont prises en compte, mais une distinction est faite dans leur approche. Jusqu'à 10 collaborateurs, la solution « banque digitale pour PME » est proposée: l'établissement interagit en ligne et en temps réel pour régler les besoins les plus courants (e-banking, trafic des paiements, ...). Au-dessus de 10 collaborateurs, la société est dirigée vers une unité spécifique. « La plupart des entrepreneurs sont contents d'avoir des solutions *on line* sécurisées qui accélèrent leurs démarches et évitent la paperasse. Et cela leur permet de se concentrer sur leurs activités », constate Alexandre Prêtre.

À l'écoute de la qualité des projets

UBS respecte plusieurs critères lors de l'octroi d'un financement, à commencer par la qualité du management: « Nous sommes sensibles à la qualité du patron, même si son entreprise peut faire face à



Votre Concessionnaire Mercedes-Benz Rive Gauche-Lac.

- VENTE
- SERVICE APRES-VENTE
- CARROSSERIE
- PIECES DETACHEES
- ACCESSOIRES
- CAVENG CENTRE OCCASION StarClass

Mercedes-Benz
The best or nothing.



Automobiles Caveng SA
135 route de Chêne, 1224 Chêne-Bougeries, téléphone +41 22 888 16 16, www.automobiles-caveng.ch

Panorama des organismes d'aide

En plus de l'apport d'argent frais, des structures accompagnent et coachent le développement de l'entreprise à Genève. Sur son site internet, l'Etat a mis en place un « portail pour entreprises » en guise de guichet universel pour les futurs patrons. Citons aussi le **Guide du créateur d'entreprises***, fruit d'un partenariat entre l'Etat et des organismes privés dont la CCIG, qui présente les possibilités et étapes de la constitution d'une entreprise.

* tinyurl.com/guideduceateur

Accompagnement, coaching et incubateurs

Genilem	Incubateur dans l'innovation	www.genilem.ch
Ecllosion	Incubateur dans les sciences de la vie et l'innovation	www.ecllosion.com
Fongit	Incubateur dans les TIC, les tech, les fintech et l'innovation	www.fongit.ch
Office de Promotion de l'Industrie et des Technologies (OPI)	Spécialisé dans l'industrie, le conseil et la promotion	www.opi.ch

Financement

Fondation d'aide aux entreprises (FAE)	Financement et cautionnement pour entreprises	www.fae-ge.ch
Fondetec	Financement d'entreprises et hébergement en Ville de Genève	www.fondetec.ch
MatchINVEST	Financement d'entreprises et mise en relation	www.matchinvest.ch

Soutien à l'innovation

Campus Biotech Innovation Park	Innovation, biotech, medtech	www.campusbiotech.ch
Geneva Creativity Center (GCC)	Industrie, R&D, innovation	www.creativitycenter.ch
Laboratoire de technologie avancée (LTA)	Industrie, R&D, innovation	www.lta-geneve.ch
InnoSuisse	Innovation	www.innosuisse.ch
Swiss Innovation Park	Innovation	www.switzerland-innovation.com
EPFL Innovation Park	Innovation	www.epfl-innovationpark.ch
Platinn	Innovation	www.platinn.ch
Venturelab	Innovation	www.venturelab.ch

des problèmes ponctuels, affirme Alexandre Prêtre. Il est faux de prétendre que les banques ne sont pas là pour les petites structures, si des objectifs de croissance sont avancés et étayés. Ce qui compte aussi, c'est de fidéliser l'entrepreneur ». Autre paramètre pris en compte, le montant de cash-flow qui déterminera le niveau d'endettement théorique sur sept ans, le volume d'af-

aires escompté, les références du bénéficiaire et l'absence de poursuite judiciaire.

En clair, toute entreprise est reçue par un conseiller, son dossier accepté directement ou, en fonction de la taille ou de la complexité, transmis à un comité de crédit qui statue. Dans le cas d'UBS, l'établissement propose aux

PME une formule de crédit jusqu'à 500 000 francs sans garantie. Cela se fait au moyen d'un formulaire à remplir directement sur Internet, mais qui est ensuite dûment analysé à l'aune de plusieurs paramètres internes.

Proximité et suivi personnalisé

Les deux grandes banques suisses ne sont pas seules sur ce marché. Les banques cantonales sont aujourd'hui le numéro un du financement des PME en Suisse avec une part de marché estimée à 31 %. La **Banque cantonale de Genève (BCGE)** y joue un rôle important : « Nous traitons les demandes de sociétés de toutes les tailles, relève Sébastien Collado, chef du Département PME & Indépendants à la BCGE. Au 30 juin 2018, notre établissement finance l'économie locale à hauteur de 15,9 milliards ». Sur le marché spécifique de la petite entreprise, si le client présente une solvabilité suffisante, l'établissement lui délivre un prêt professionnel, pouvant aller de 20 000 à 150 000 francs, et ce dès seulement une année d'existence.



Sébastien Collado

La vigilance reste bien entendu de mise, car les statistiques prouvent que le taux de survie à cinq ans d'une entreprise est en moyenne de 50 %. « Dans notre établissement, nos conseillers en financement peuvent prendre eux-mêmes la décision d'octroyer un petit prêt, sans recours à un *credit office*, ce qui nous distingue de nos concurrents. Ceci permet réactivité et qualité de service : c'est notre état d'esprit », souligne Sébastien Collado. La BCGE s'appuie sur un réseau de 21 agences locales, qui assure proximité et suivi personnalisé à l'entrepreneur



en parallèle à des plateformes de communication numériques.

Transparence parfois risquée

Les banques suivent des règles prudentielles strictes, dispositifs dont le but premier est de protéger les clients. Ponctuellement, elles peuvent – il est vrai – avoir une attitude déconcertante. Certaines peuvent stopper des crédits quand des entreprises changent leur statut juri-

dique. Plus grave, en ne jouant pas carte sur table avec son prêteur, le patron risque une volte-face définitive ! Il peut aussi se voir refuser un crédit, s'il « effraie » son banquier par des appétits commerciaux démesurés. On ne peut avancer des perspectives à dix ans avant d'avoir bien démarré son affaire ! En Suisse, la prise de risque est redoutée, mais c'est grâce à cela qu'elle a une réputation de rigueur. ■

Le crowdfunding, marginal ou non ?

Le financement participatif (crowdfunding) représente une alternative aux financements traditionnels, surtout pour de petits montants. Malgré son essor actuel, il reste assez marginal. Il a démarré en Suisse vers 2008 et, en 2017, a permis de lever CHF 374.5 millions de francs*. Le marché est en plein essor et le crowdfunding commence à représenter un moyen intéressant de lever des fonds. Cependant, il reste encore modeste en comparaison internationale : en 2017, la population chinoise a engagé CHF 148.- par personne, celle des USA CHF 78.- et celle de la Suisse CHF 44.-.

43 plateformes de crowdfunding étaient opérationnelles en Suisse en avril 2018. Elles sont actives dans les domaines suivants : le don avec ou sans contrepartie (« reward-based crowdfunding » ou « crowddonating »), le prêt aux particuliers ou aux entreprises (« crowdlending ») et la prise de participation au capital de sociétés, surtout immobilières (« crowdinvesting »).

Dans le « crowdinvesting », en 2017, cinq plateformes ont lancé 42 campagnes et levé CHF 135,2 millions, dont 19 pour des start-ups. Les banques commencent à pénétrer ce marché, longtemps laissé aux particuliers, et créent leurs propres plateformes. En Suisse, deux d'entre elles ont annoncé leur intention de lancer en 2018 des produits basés sur la technologie des blockchains. De leur côté, les investisseurs professionnels se montrent de plus en plus intéressés par le « crowdlending ».

* Crowdfunding Monitoring Switzerland 2018 de l'Institute of Financial Services Zug IFZ (www.hslu.ch/crowdfunding).

POUR ALLER PLUS LOIN : LES VIDEOS DE LA CCIG

Interview de Patrick Schefer

[Le financement des entreprises avec la FAE](#)



NOUVEAU DÉCOUVREZ L'AFRIQUE AU DÉPART DE GENÈVE.

SEYCHELLES | L'île de Praslin offre un cadre édénique pour un séjour.

Avec trois départs par semaine, Ethiopian Airlines vous propose des vols directs depuis Genève à destination de l'Afrique à bord du B787 Dreamliner.

www.ethiopianairlines.com

GENÈVE
AÉROPORT

Ethiopian
የኢትዮጵያ
THE NEW SPIRIT OF AFRICA



A STAR ALLIANCE MEMBER

VOTATIONS DU 23 SEPTEMBRE 2018 ENJEUX FÉDÉRAUX 

Deux initiatives indigestes

Une année après le vote sur l'article constitutionnel « Pour la sécurité alimentaire », le souverain est amené à donner à nouveau son avis sur des fondamentaux de la politique agricole.

Initiative populaire « Pour des denrées alimentaires saines et produites dans des conditions équitables et écologiques (initiative pour des aliments équitables) » lancée par les Verts



L'initiative pour des aliments équitables réclame que la Confédération renforce l'offre de « denrées alimentaires sûres, de bonne qualité et produites dans le respect de l'environnement, des ressources et des animaux, ainsi que dans des conditions de travail équitables ».

Ces exigences s'appliqueraient aussi aux produits importés. Une acceptation de l'initiative nécessiterait un complexe et coûteux appareil administratif pour contrôler les importations avec, à la clé, un renchérissement des produits alimentaires, une limitation du choix et une augmentation du tourisme d'achat. Les producteurs alimentaires suisses seraient également touchés par le durcissement des contrôles.

Le Conseil fédéral rejette cette initiative. Il estime que la Constitution en vigueur permet déjà d'atteindre les objectifs visés. En outre, l'initia-

tive est incompatible avec les engagements internationaux de la Suisse et elle ne serait que très difficilement applicable.

La CCIG se prononce contre l'initiative et rejoint les arguments du Conseil fédéral. En fermant la porte à de nombreux produits agricoles importés, la Suisse violerait des accords commerciaux importants, ce qui ne manquerait pas de déclencher des mesures de rétorsion, particulièrement néfastes pour un pays exportateur comme le nôtre.

Position de la CCIG: NON

Initiative populaire « Pour la souveraineté alimentaire.

« L'agriculture nous concerne toutes et tous » lancée par le syndicat paysan Uniterre

L'objectif de cette initiative est de promouvoir la production nationale et un approvisionnement donnant la priorité aux denrées alimentaires et aliments pour animaux du pays.

Les initiants veulent également accroître le nombre de personnes actives dans l'agriculture et créer des organisations paysannes visant à assurer l'adéquation entre la production agricole et les besoins de la population. La Confédération devrait percevoir des droits de douane sur l'importation de produits agricoles et de denrées alimentaires ne correspondant pas aux normes suisses.

Le Conseil fédéral recommande de rejeter l'initiative. En effet, le changement de paradigme proposé aurait des conséquences sérieuses sur l'ensemble du secteur agroalimentaire (paysans, industrie alimentaire, commerce de détail). La liberté entrepreneuriale ainsi que la compétitivité et la capacité d'innovation seraient massivement restreintes. Les interventions de l'État sur le marché creuseraient les différences de prix avec les pays voisins. Les consommateurs feraient face à des prix en hausse, à une offre plus limitée et devraient payer des impôts élevés pour financer le maintien des structures agricoles.

La CCIG se prononce contre l'initiative et rejoint les arguments du Conseil fédéral. En tant que pays exportateur, la Suisse ne peut se permettre de ne pas respecter ses obligations internationales, car elle a besoin de l'accès aux marchés étrangers. Si elle devait toutefois s'aventurer dans cette direction, elle risquerait de subir d'importantes pressions de la part de l'OMC, de l'Union européenne et de ses pays membres, avec lesquels elle est liée par des accords de libre-échange.

Position de la CCIG: NON

FINANCES PUBLIQUES

Fausse route pour l'initiative sur la Banque cantonale de Genève

Le 19 juin dernier, une initiative intitulée « La BCGE doit rembourser les 3.2 milliards prêtés par l'Etat ! » a été déposée par l'extrême gauche genevoise. Ce texte, s'il était accepté en votation populaire, nuirait gravement à la santé retrouvée de la banque et à sa capacité à soutenir l'économie locale. En attendant que le Conseil d'Etat se prononce sur sa validité, voici quelques pistes permettant de comprendre pourquoi cette initiative fait fausse route.



Le sauvetage de la BCGE a bénéficié à toute l'économie locale.

Année 2000, l'une des plus sombres de l'histoire de la banque cantonale genevoise. Elle est au bord de la faillite, et c'est une contribution de l'Etat qui permet de procéder en urgence à son assainissement. Dix-huit ans plus tard, l'établissement génère à nouveau des bénéfices, reverse des dividendes et paie des impôts à la collectivité publique. Il n'en fallait pas moins à l'extrême gauche pour réclamer à la BCGE le remboursement intégral d'ici 30 ans de la facture liée à son sauvetage.

Un assainissement clair

Premier problème: le texte revoit les termes de l'assainissement en exigeant un remboursement intégral des frais supportés par l'Etat, requalifiés alors en « prêt ». Or, la loi prévoyant l'assainissement était pourtant claire: il n'existe pas de dette correspondant à ce sauvetage envers l'Etat. La BCGE n'est tenue de rembourser que les frais liés au fonctionnement de la fondation de valorisation des actifs immobiliers douteux, source de ses difficultés de l'époque, et dont elle devait se

suite page 5



BMC propose son ERP ...



STRATEGIC

SWISS MADE

« La **stratégie** pour atteindre **vos objectifs** »

LA SOLUTION DE GESTION POUR LA DISTRIBUTION, LOGISTIQUE, HORLOGERIE, PRODUCTION, FINANCE, RH, POINT DE VENTE, REPORTING

Plus de 4000 utilisateurs en Suisse !

défaire pour se rétablir. Depuis 2000, la banque honore cet engagement puisque, sur un montant total de ces frais estimés à 371 millions de francs, elle en a déjà remboursé 60,8.

Une banque en main des collectivités publiques

Une deuxième question se pose : qui sont les principaux actionnaires de la BCGE ? L'établissement est principalement en mains des collectivités publiques avec le canton de Genève en principal actionnaire, suivi par la Ville de Genève, les communes et d'autres investisseurs. Le non-sens d'une telle initiative prend donc... tout son sens. Comment réclamer un tel remboursement au canton, alors qu'il est l'un des principaux bénéficiaires de la santé retrouvée de la banque ? Beaucoup l'ont déjà dénoncé, il serait difficilement acceptable de voir le canton cumuler les avantages d'un actionnaire et ceux d'un créancier. Par ailleurs, l'initiative prévoit un remboursement uniquement à l'Etat de Genève, lésant ainsi les autres actionnaires, totalement absents du texte.

Un sauvetage qui paye

Depuis son sauvetage, la BCGE affiche une excellente santé financière. Une bonne nouvelle, si l'on se réfère à la capacité contributive qu'elle a retrouvée. La banque a distribué aux collectivités 368 millions de francs depuis 2000, dont 37 mil-

lions en 2017. Elle est passée d'une valeur nulle, voire négative au moment de la crise, à 1,5 milliard de fonds propres aujourd'hui. Fin 2017, plus de 19000 entreprises à Genève ont bénéficié de ses financements. En somme, son sauvetage paye. L'Etat et les communes, dont le patrimoine s'est reconstruit par l'appréciation de leur participation dans l'établissement, en ressortent gagnants. Pourquoi donc vouloir renverser la vapeur ? Car si l'initiative était acceptée, elle remettrait en question la licence bancaire de la BCGE. La somme réclamée représente en effet plus du double de ses fonds propres et l'établissement ne serait plus en mesure de remplir les exigences de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

La BCGE est, rappelons-le, une banque dont la mission principale est le soutien à l'économie locale. Il s'agit de la seule banque dotée de cet objectif dans le canton. Sa faillite en 2000 aurait fortement détérioré le tissu économique, que ce soit en termes de financement d'entreprises, de crédits aux particuliers ou d'emploi. Les collectivités, de par leur participation dans la banque, en seraient aussi ressorties perdantes. Le canton avait donc tout intérêt à apporter son soutien il y a dix-huit ans. Et Genève a tout intérêt à ce que sa banque cantonale continue sur la bonne voie qu'elle a empruntée. ■

TECHNOLOGIES VERTES

Des Chambres lémaniques très « clean » !

La soixantaine de participants à la convention d'affaires 2018 de l'Union Lémanique des Chambres de Commerce (ULCC) n'a pas été déçue, le 21 juin dernier, du déplacement à Annecy. Cette journée, dans le cadre de l'International CleanTech Week, s'est révélée des plus instructives.

Depuis début 2018, la CCIG préside l'ULCC. Dépendant du Conseil du Léman, celle-ci organise chaque année un événement destiné à valoriser les filières d'excellence du bassin lémanique. Après avoir consacré les bio- et medtechs en 2017, les cleantechs étaient à l'honneur. En plus des responsables des Chambres de commerce de la région lémanique*, la manifestation s'adressait aux chefs d'entreprises actives dans les énergies renouvelables.

Une journée composée de trois parties : une visite accompagnée du salon, un moment de réseautage et une présentation d'enjeux thématiques avec trois conférenciers. **Gilles Garazi**, directeur à SIG, a évoqué les opportunités économiques de la transition énergétique, en montrant la réussite du modèle d'affaires genevois sur le développement durable : tant ses consommateurs que les producteurs d'électricité en sortent économiquement gagnants. Le pilote suisse **Raphaël Domjan** a présenté son ambitieux projet SolarStratos. Cette mission aéronautique a pour but d'atteindre la stratosphère avec un avion solaire habité à moteur classique. Une manière de démontrer tout le potentiel de l'énergie solaire.

* Chambres de commerce de Genève, Vaud, Valais, Ain et Haute-Savoie



Enfin, **Eric Plan**, secrétaire général de la structure romande CleantechAlps, a parlé des technologies environnementales. L'emploi dans les cleantech a connu une hausse de 25 % ces dernières années en Suisse, contre 15 % en France. Dans une même proportion, ce secteur contribue au PIB national respectivement pour 5 % et 2,7 %. En conclusion, Eric Plan s'est dit convaincu que les cleantech ont un rôle primordial à jouer pour l'économie. Les projets innovants sont là, encore faut-il savoir les vendre auprès de l'opinion publique, en développant le marketing.

Et les participants ?

Responsable innovation et développement à Helvetia Environnement, **Cédric Boutonnet** espérait en apprendre davantage sur son domaine. Ses attentes « ont été parfaitement comblées. Les spécialistes du cleantech sont souvent des entreprises de terrain, pas des utopistes. Cela m'a rassuré de voir que les autres participants me ressemblaient. Ce qui m'a sans doute le plus marqué, c'est que le cleantech est un microcosme avec des passionnés réalistes ».

Julien Thiel, CEO de Deasyl SA, voulait quant à lui surtout « avoir l'occasion de réseauter dans mon

milieu spécifique avec des membres venus de toute la région ». Il a bien apprécié la journée, « notamment le salon cleantech et ses inventeurs. Ce qui m'a le plus séduit, c'est la diversité d'approches, en particulier la visite du salon en groupe et les conférences. Je regrette toutefois de ne pas avoir pu davantage réseauter avec les participants ».

Philippe Régner, professeur à la Haute Ecole de Gestion de Genève, voulait « mieux comprendre les spécialités de notre région. Et mesurer les collaborations transfrontalières existantes ou potentielles ». Ses attentes ont été comblées dans l'ensemble : « Seul manquait peut-être ce que font les exposants à l'international, surtout hors de la région franco-suisse ».

Enfin, **Korina Bodnar**, Communication Manager à Geneva Geo Energy (GGE), explique que l'événement lui a permis d'en apprendre davantage sur le cleantech, d'autant que GGE collabore avec les autorités « pour apporter des solutions pragmatiques en répondant aux attentes de la population ». Elle affirme que « le partage des expériences avait comblé ses attentes dans la mesure où elle a pu en apprendre davantage sur les défis et les attentes de la région ». ■

Pour comprendre et faire comprendre les enjeux !

Connecter et informer les entreprises à Genève



Vous souhaitez faire connaître le CCIGinfo à d'autres collaborateurs ou disposer d'exemplaires supplémentaires pour vos visiteurs, vos partenaires, etc. ?

Envoyez votre commande à publications@ccig.ch, en indiquant le nombre d'exemplaires souhaités ainsi que l'adresse postale.



Et pour retrouver et partager l'actualité politique et économique, rendez-vous sur notre page Facebook



**PALAIS
CREATIONS**
TRAITEUR DES GRANDS EVENEMENTS



Événements d'entreprise
Inaugurations
Lancements de produits
Cocktails
Banquets

“FAIRE
POUR VOUS
LES CHOSES
EN GRAND”

Palais Créations SA
CP 112
1218 Le Grand-Saconnex
T. +41 (0)22 761 15 80

INFO@PALAISCREATIONS.CH
WWW.PALAISCREATIONS.CH

COMMERCE INTERNATIONAL

Immersion instructive dans l'Empire du Milieu

Une délégation économique genevoise a visité plusieurs villes chinoises aux perspectives innovantes. Les nouvelles technologies et l'innovation constituaient le fil conducteur de ce périple dans l'Empire du Milieu.

Ce voyage s'est déroulé du 30 juin au 8 juillet dernier en présence de chefs d'entreprises, de représentants associatifs et de l'Etat. Il était mené conjointement par la CCIG, l'Etat de Genève et la Chambre de commerce Suisse-Chine. Parmi les participants à cette délégation de 35 personnes conduite par le président du Conseil d'Etat Pierre Maudet, on trouvait l'Université de Genève, des institutions financières, des acteurs de la santé et de l'hôtellerie, des start-up ou encore des PME industrielles.

Après un vol Genève-Pékin desservi par Air China, la délégation s'est rendue directement à Shenzhen, un village de pêcheurs devenu une métropole de onze millions d'âmes en trois décennies, une caractéristique de l'essor chinois.

La rencontre de la Graduate School et du Berkeley Shenzhen Institute de l'Université de Tsinghua a donné lieu à un accord d'échange d'étudiants avec l'Université de Genève. De même, un séminaire sino-suisse sur l'innovation a été organisé par la Peking University HSBC Business School. Toujours à Shenzhen, le groupe a visité le « fab lab » local X.Factory, découvert le leader mondial des drones DJI et l'accélérateur Hax. Encore au programme, l'exploration du magnifique siège de Tencent, autre pôle du multimédia.

La mission s'est poursuivie dans la ville de Hangzhou, auprès de l'Uber

chinois Didi et surtout chez Alibaba. Ce poids lourd du commerce en ligne fondé il y a 20 ans est désormais le numéro 1 en Chine. La CCIG et le président du Conseil d'Etat ont pu développer des synergies avec le vice-gouverneur de province et le vice-maire de Hangzhou et en ont profité pour louer les atouts de Genève en tant que capitale de la gouvernance digitale.

Shanghai, la tentaculaire

Dès le 5 juillet, c'est dans Shanghai, mégapole de 25 millions d'habitants, que la délégation s'est immergée. Une belle réception était offerte par la maison Vacheron Constantin. Autres sociétés visitées : Sensetime et Deepblue Technology (versés dans l'intelligence artificielle), l'incubateur X-Node, le Naked Hub (autre espace de co-working), la plateforme technologique Tezign, l'industriel Ginkoo ainsi que le Blockchain Center. Les participants ont aussi découvert le fonctionnement de NIO, leader chinois en véhicules électriques autonomes. Dernier coup d'œil du haut de la Tour de Shanghai (632 mètres !) avant le retour à Genève le 8 juillet.

Un voyage agrémenté de rencontres (B2B ou en groupe) au Swiss Center de Shanghai (sous la houlette de son co-fondateur Nicolas Musy) avec des investisseurs, étudiants, responsables de laboratoires ou ambassadeurs. Cette mission s'est déroulée en même temps que l'Innovation Week organisée par l'Ambassade suisse à Pékin. C'est Nicolas de Toledo, CEO de Mosaïq et Genevois expa-



La visite du géant Alibaba à Hangzhou a été un moment fort de cette mission en Chine.

trié depuis huit ans en Chine, qui a permis à la mission de découvrir autant d'entreprises porteuses d'avenir et d'aborder de hauts dirigeants économiques. Les chiffres d'affaires réalisés et le nombre de commandes donnent le tournis. Alibaba réalise en un jour ce que de grosses sociétés genevoises font en un an !

Des expériences à reproduire

Ce séjour a été instructif pour tous les participants, manifestement enthousiastes : les modèles d'affaires examinés leur donneront sans doute l'envie de s'en inspirer. Les Chinois utilisent leur téléphone dans 90% de leurs transactions, y compris pour les achats et livraisons. La société occidentale de demain devra s'adapter à cette tendance, en inventant de nouveaux écosystèmes tels que des solutions robotiques et logistiques (par exemple des robots livreurs ou des drones dans l'agriculture). ■

Des relations bilatérales privilégiées

Depuis 2010, la Chine est le principal partenaire commercial de la Suisse en Asie et son 3^e partenaire commercial, derrière l'Union européenne et les États-Unis.

La Suisse est également le seul pays d'Europe continentale à avoir signé en 2014 un accord de libre-échange avec elle pour les marchandises notamment.

Après avoir été l'usine du monde, la Chine veut devenir à l'échelle planétaire un modèle d'innovation et d'économie de partage. Les entrepreneurs et décideurs genevois sont avertis.

suite page 7

Judi 27 septembre 2018 de 17h à 19h - CCIG

Perspectives d'investissements et opportunités d'affaires au Liban

Mardi 9 octobre 2018 de 16h à 17h30 - CCIG

PME suisses : Comment développer son activité à l'étranger

Conférence destinée aux PME organisée par l'Etude d'avocats Bonnard Lawson.

Save the dates

UTILEXPO

Transport – Service aux entreprises
Manutention – Equipements – Logistique

11-13 OCTOBRE 2018

PALEXPO | utilexpo.ch



BALESTRAFIC

Leasing

simple. clair. helvetia



Témoignages

Des participants à cette délégation ont été sollicités par le CCIGinfo qui leur a posé les trois questions suivantes :

• Quels étaient vos objectifs en vous inscrivant à cette mission économique ?

• Quelles opportunités avez-vous identifiées ? Quelles sont les principales difficultés ?

• Vos objectifs ont-ils été atteints ?

David DELMI

Fondateur et CEO, Hardah



- Mes objectifs pour ce voyage étaient multiples : poser un premier regard sur l'innovation chinoise, analyser leur intérêt pour la blockchain, être l'ambassadeur du monde des startups genevoises et, enfin, tisser des liens uniques avec les autres membres de la délégation.
- Les opportunités identifiées en Chine sont intimement liées à mon domaine, la blockchain. Les entreprises comme Tencent ou Alibaba ainsi que les investisseurs sont intéressés par cette technologie, mais ne peuvent la développer en Chine (le pays interdit les ICO). L'ambition de la Direction générale du Développement économique, de la recherche et de l'innovation de Genève (DG DERI) de faire de la région une Blockchain Valley répond donc aux demandes chinoises. Le canton a le potentiel fabuleux d'être leader dans ce domaine, d'attirer des talents du monde entier et de collaborer avec la Chine sans souffrir d'une concurrence de leur part. La principale difficulté reste cependant d'entrer sur le marché chinois. Les contacts, la vision, la crédibilité et la compréhension de la culture et du business chinois sont des clés qu'il n'est pas évident de forger. D'où la nécessité de cultiver son réseau et de construire des ponts entre nos deux pays.

Antonio GAMBARELLA

Directeur, Fongit



- Nous voulions comprendre comment se positionnent le modèle d'innovation suisse et celui de l'arc lémanique en particulier, y compris nos pôles d'excellence, vis-à-vis de l'innovation actuelle en Chine et quelles sont les synergies possibles.
- La Chine est bien sûr un marché très important et nos startups s'y intéressent au moment de leur internationalisation. Nous avons aussi des sociétés qui développent leurs activités en Chine, où elles trouvent des compétences spécifiques liées aux produits et une organisation à grande échelle leur permettant d'optimiser la chaîne d'approvisionnement et de réduire l'impact du coût des matériaux sur leur produit.
- D'autre part, lors de nos visites auprès de plusieurs sociétés chinoises championnes dans leur domaine technologique, celles-ci se sont montrées intéressées à collaborer avec Genève, lui reconnaissant un rôle de leader dans la gouvernance des nouvelles technologies et des secteurs spécifiques, tels que la blockchain et le medtech.
- Nos objectifs ont été amplement atteints !

Ivan MEISSNER

CEO, Qualimatest



- Mon objectif pour ce voyage était d'avoir une bonne perception de la vision chinoise dans la transformation numérique et de me faire une idée des développements en cours. Il était aussi important pour moi de comprendre les processus d'innovation mis en œuvre en Chine afin d'évaluer comment améliorer notre propre organisation.
- Nous avons rencontré des entreprises qui appliquent de manière massive l'Intelligence Artificielle et le Big Data ainsi que d'autres qui développent et commercialisent ces technologies. Sur cette base, nous pouvons réfléchir à ce que nous pouvons implémenter et allons envisager des collaborations avec ces fournisseurs de technologies. Je suis cependant conscient de deux difficultés majeures : la première est légale, qui concerne la protection et la propriété des données. La seconde est culturelle et géographique et touche à notre capacité à collaborer avec une entreprise chinoise.
- Mes objectifs ont été complètement atteints. Ce voyage était un parfait complément à la mission de 2017 aux Etats-Unis et a permis d'avoir une vision globale de l'état de l'art technologique mondial. Nous avons eu la chance de visiter des entreprises leader et d'échanger avec des personnes de haut niveau.

Dr Stéphane BERTHET

Secrétaire général, Rectorat de l'Université de Genève (UNIGE)



- Participer à cette mission économique nous a donné l'occasion d'inscrire les efforts de collaboration internationale de l'UNIGE dans une approche genevoise plus large, tout en mettant à disposition notre réseau de collaboration avec la Chine. Nous avons également pu prendre la mesure de l'écosystème d'innovation local, puisque l'innovation fait partie de notre culture institutionnelle, et de renforcer notre vision d'ensemble du paysage académique, économique et politique chinois afin de cibler au mieux de futures collaborations.
- Ce voyage a permis d'établir de nouvelles relations avec les universités visitées, de prendre des idées neuves sur la manière de stimuler l'innovation et la créativité auprès des étudiants et d'établir des contacts avec des sociétés chinoises comme Alibaba pour examiner de quelle manière des collaborations pourraient se développer avec l'UNIGE. Tous nos objectifs ont été atteints, avec notamment l'accord d'échange d'étudiants signé entre l'UNIGE et la Graduate School de l'Université de Tsinghua à Shenzhen. De plus, des liens ont pu être établis avec les membres de la délégation qui pourraient donner lieu à des projets avec l'UNIGE.

Marina WOLLHEIM ARAOZ

Managing Director, Propaganda GEM | Wanda Media



- En partant à cette mission, je me suis fixé deux objectifs. Le premier était plutôt personnel dans le sens où je me suis accordé le luxe de faire une pause et de vraiment prendre le temps de m'imprégner, d'échanger et d'apprendre avec des gens qui ne font pas nécessairement partie de mon quotidien. Mon deuxième était professionnel. Propaganda GEM est une compagnie à l'avant-garde de la communication innovante avec la Chine et Hollywood comme toile de fond, donc cette mission était le forum parfait pour échanger avec d'autres personnes également intéressées par ces sujets.
- Les échanges que j'ai pu partager avec les membres de la délégation m'ont apporté un meilleur aperçu du rôle de l'innovation dans diverses industries ainsi que la manière dont on pourrait créer des liens. J'ai aussi trouvé que les individus que j'ai rencontrés à travers les conférences et présentations mettaient clairement en perspective les projets qui seront le futur de l'innovation. Grâce à cela, nous avons pu entamer des conversations qui sont toujours en cours maintenant et qui ont mené à la réalisation de divers projets dont je suis ravie.
- Oui, j'estime que mes objectifs ont été atteints. Nous avons une multitude de projets qui se sont concrétisés grâce à cette mission. Les relations professionnelles que j'ai pu forgées sont inestimables et permettront d'aller de l'avant sur encore plus de projets innovants.

Alexandre NICKBARTE-MAYER

Directeur général, Beau-Rivage Genève



- Mes objectifs étaient de découvrir de l'intérieur les entreprises de nouvelles technologies chinoises, afin d'en comprendre leur avancement, et les challenges qu'elles rencontrent. C'est aussi un bon moyen de comprendre la clientèle chinoise et de me permettre d'aller au plus près de leurs besoins. Ainsi que de nouer des contacts au sein de la délégation car les entreprises genevoises sont aussi clientes des hôtels et des restaurants genevois.
- La Chine est en plein développement, et les opportunités pour les hôtels de notre catégorie sont en train de toucher le marché suisse et genevois. À notre niveau, la difficulté est le mode de tourisme chinois qui reste très orienté vers les boutiques de luxe.
- Oui, mes objectifs ont été atteints.

Philippe NICOD

Conseil / Avocat, Schellenberg Wittmer SA



- Mes objectifs étaient multiples : tout d'abord échanger avec d'autres acteurs de l'économie locale d'horizons variés mais tous réunis autour d'un même intérêt pour l'innovation. Ensuite, saisir une opportunité de rendre visite à plusieurs géants de l'économie chinoise voire mondiale et de s'imprégner du big data à la chinoise.
- Les opportunités pour la Suisse et Genève sont nombreuses en matière d'innovation. De même pour les possibilités de coopérer avec la Chine et ses entrepreneurs. Le développement de ces interactions est bénéfique à l'économie des deux pays. Au niveau juridique les sensibilités sont encore différentes et cela donne lieu à de passionnants échanges.
- Mes objectifs ont été absolument atteints ; une expédition très réussie. Participer à une mission économique permet de visiter ou de revisiter une région d'une manière complètement différente, avec le regard et la réflexion partagés avec chacun des participants.

C/LUT/CH/F/090217 | ALTERNATIVE.CH

UNE BANQUE QUI SE BAT POUR LES ENTREPRISES.

Aux côtés des entrepreneurs,
avec constance, technicité et créativité.

- Financement de l'investissement
- Gestion de la trésorerie et des changes
- Global commodity finance
- Fusions et acquisitions
- Private equity



BCGE

RENTÉE POLITIQUE

Encore et toujours le bouclier fiscal

À la suite des neuf projets de loi déposés par la gauche en début d'année, qui remettent en question l'existence du bouclier fiscal, il paraît nécessaire de revenir sur le sujet.

Commençons par quelques définitions: « L'impôt est une contribution versée par un particulier à une collectivité publique pour participer aux dépenses résultant des tâches générales dévolues à cette dernière en vue de réaliser le bien commun.¹ » De nos jours, l'impôt porte principalement sur le revenu. Toutefois, un vieil impôt sur la fortune subsiste en Suisse, alors qu'il a été abandonné dans presque tous les pays européens. L'impôt sur la fortune est un prélèvement individuel, appliqué non pas sur un revenu ou une transaction, mais sur le patrimoine. Il est calculé en fonction de la valeur de tous les biens d'un individu. Il est avant tout conçu comme un impôt complémentaire destiné à frapper le rendement de la fortune et non sa substance. À partir de quand un impôt est-il confiscatoire? Le Tribunal fédéral l'a défini comme un impôt qui touche le noyau essentiel de la propriété privée en vidant le patrimoine de sa substance ou empêchant sa reconstitution.

Un bouclier fiscal en guise de garde-fou

Le bouclier fiscal est un mécanisme correctif mis en place par le législateur dans certains cantons. Il détermine un montant de charge maximale acceptable pour le contribuable en mettant en œuvre le principe d'interdiction de l'imposition confiscatoire. En d'autres termes, la mesure joue le rôle de « garde-fou » dans un système fiscal complexe: la superposition de différents impôts peut en effet,

dans certains cas particuliers, entraîner des prélèvements obligatoires qui absorbent une proportion jugée excessive des revenus.

À Genève, un bouclier fiscal a été mis en place en 2011. La loi actuelle prévoit que les impôts sur la fortune et sur le revenu – centimes additionnels cantonaux et communaux compris – ne peuvent excéder au total 60 % du revenu net imposable. Toutefois, pour ce calcul, le législateur considère que le rendement net de la fortune est au minimum de 1% de la fortune nette. Le bouclier fiscal concerne à Genève environ 3000 contribuables qui ont rapporté à eux seuls, en 2016, 399,7 millions de francs. Entre 2011 et 2016, leur nombre a doublé, rapportant 117 millions de rentrées fiscales supplémentaires.

Le marché influe sur la valeur de la fortune

Afin que l'impôt sur la fortune ne soit pas considéré comme confiscatoire, il est nécessaire que le rendement (en d'autres termes les revenus de la fortune) soit suffisant pour couvrir le cumul d'impôts. Toutefois, les rendements de ces dernières années ont été plutôt à la baisse. En effet, durant les (belles) années précédant 2008, l'impôt sur la fortune n'était que peu problématique, avec l'économie et la bourse au beau fixe. Mais, par la suite, la situation s'est grandement détériorée. Il n'est pas rare aujourd'hui que les rendements de la fortune n'atteignent pas le 1% minimum fixé dans la loi pour

le calcul de l'impôt. Il peut donc arriver que les revenus du contribuable soient insuffisants pour couvrir les impôts cumulés dont il est redevable. Dans le domaine immobilier, de manière tout à fait insidieuse, l'impôt sur la fortune a augmenté, alors que les propriétaires ne maîtrisent pas le marché qui, lui seul, influe sur les rendements et la valeur des immeubles. Ainsi, un immeuble acheté il y a 10 ans n'a augmenté de valeur que virtuellement sur le marché. En effet, le propriétaire ne dispose pas de plus d'argent liquide, tant qu'il ne vend pas son bien. Finalement, un immeuble réévalué au double de la valeur d'acquisition, mais dont les loyers sont inchangés, voit sa capacité de rendement considérablement diminuée tandis que l'impôt sur la fortune, lui, a grandement augmenté.

Aujourd'hui, un patron de PME a le choix entre réinvestir les bénéfices de l'outil de travail et utiliser les dividendes pour payer l'impôt: anormal!

L'imposition de l'outil de travail

Par ailleurs, la fiscalité des PME est lourde à Genève. Les problèmes apparaissent notamment lorsque l'entreprise prend de la valeur et que ses fonds propres augmentent, mais qu'elle décide de réinvestir ses bénéfices plutôt que de les distribuer. Tandis qu'en s'octroyant des dividendes, l'entrepreneur obtient des revenus supplémentaires qui lui per-



© Christian Walker, unplash.com

mettent de payer l'impôt. Toutefois, ce montant n'est alors plus disponible dans l'entreprise, il ne peut pas être réinvesti. En choisissant la première option, l'entrepreneur peut se voir forcé de vendre ses biens pour payer l'impôt, alors que sa société est florissante et crée des emplois. De nombreux pays européens ne taxent plus l'outil de travail. Les effets négatifs de cette grave anomalie du système helvétique ne sont que partiellement limités par le mécanisme du bouclier fiscal.

Genève le canton le plus cher

En comparaison inter-cantonale, Genève est le canton avec l'impôt sur la fortune le plus élevé de Suisse. La fortune y est taxée à un taux moyen maximum de 1%, contre 0,65% à Zurich et 0,13% à Nidwald. La moyenne suisse se situe à 0,46%. Par exemple, à fortune (10 millions) et revenu (CHF 200 000.-) égaux, la disparité est d'autant plus flagrante quand on observe le pourcentage de revenu payé en impôt dans chacun de ces cantons. On constate qu'à Genève le taux est de 80% des revenus imposables, alors qu'à Zurich il en représente 55% et à Nidwald seulement 30%².

Plusieurs autres cantons ont mis en place un bouclier fiscal, notamment

les cantons de Vaud (similaire à celui de Genève) et du Valais (plus avantageux, car il permet une réduction fiscale, dès que les impôts sur la fortune et sur les revenus de la fortune dépassent 20% des revenus nets imposables).

Une charge d'impôt acceptable pour tous

Vu la compétence cantonale en matière d'impôt sur la fortune et les chiffres qui précèdent, il est indéniable qu'une certaine concurrence fiscale inter-cantonale existe en Suisse. La question que Genève doit se poser est celle de savoir si elle est prête à sacrifier des rentrées fiscales de 400 millions par année. En effet, dès lors qu'un seul de ces contribuables déménage, les pertes fiscales sont considérables. Le bouclier fiscal permet de rendre acceptable pour tous la charge d'imposition et d'assurer le maintien d'un Etat social et d'une économie florissante à Genève. Avant de le supprimer il faudrait se demander qui serait d'accord de verser l'entier de ses revenus annuels en impôt, et quelles mesures fiscales il reste à mettre en place pour conserver un système communément acceptable. Dans tous les cas, la question du financement des institutions et du service public doit rester au centre de ce débat. ■

¹ Xavier OBERSON, Droit fiscal suisse, 4^e édition, Bâle 2012, N. 5.

² Chiffres provenant de AGEDEC, n°125, L'interdiction de l'impôt confiscatoire à la rescousse des contribuables martyrisés, Tableau 2, p. 4.



À LOUER

GENÈVE | «QUARTET»

Au cœur des Charmilles, QUARTET offre des surfaces dédiées à des activités industrielles, artisanales et tertiaires, ainsi que des commerces de proximité.

Sur plus de 47'000 m² de surfaces, dont 8'500 m² divisibles dès 150 m², le projet propose des surfaces lumineuses et bénéficiant de hauteur sous-plafond entre 3.15 et 5 mètres, ouvrant sur de spacieuses cours arborées. Les surfaces industrielles et artisanales bénéficient d'une desserte logistique de plain-pied et de monte-charges de 4T. Elles sont proposées dès CHF 200.-/m²/an. Rendez-vous sur : www.quartet.ch

IN ASSOCIATION WITH
CUSHMAN & WAKEFIELD

SPG
INTERCITY
COMMERCIAL
PROPERTY
CONSULTANTS
ZURICH GENEVA BASEL LAUSANNE



Téléchargez l'application QUARTET sur l'App Store et Google Play

Plus d'informations

Auréli Laporte
022 707 46 75
aurelie.laporte@spgintercity.ch

SPG Intercity Geneva SA

Route de Frontenex 41A
1207 Genève
geneva.spgintercity.ch

CCIG Compte rendu

7h30 de la Chambre du 28 juin 2018



De gauche à droite : Fabien Arévalo (Altamedia), Swen Kanduth (Qatar Airways), Vanessa Krivaja (VK-Coach), Yvan Roux (Swiss Risk & Care), Xavier Lodeiro (Groupe Mutuel), Francesca Tiritello (AC-Konzept), Frédéric Brunet (Honegger), Charlotte Penet (blossom) et Nathalie Hardyn (CCIG).

Le **Groupe Mutuel** compte près de 1,4 million d'assurés individuels dans les domaines santé, vie et patrimoine. Il propose aux entreprises toute la gamme des assurances de personnes pour leurs cadres et collaborateurs. Aujourd'hui, 22 000 entreprises lui font confiance pour l'indemnité journalière maladie LAMal et LCA ainsi que pour l'assurance-accident LAA. De plus, le Groupe Mutuel gère deux fondations de prévoyance professionnelle, le Groupe Mutuel Prévoyance GMP et la Mutuelle Valaisanne de Prévoyance. www.groupemutuel.ch

Leader en Suisse romande, deuxième courtier helvétique, **Swiss Risk & Care** est un acteur indépendant, multi-spécialiste. Fort de son savoir-faire et de son offre la plus large du marché, il conseille ses clients sur l'ensemble de leurs problématiques d'assurance et de prévoyance et propose des solutions adaptées aux départements RH des entreprises. Sa vocation : délivrer des solutions sur mesure et des services à haute valeur ajoutée. www.swissriskcare.ch

Née en 1948 dans le canton de Berne, **Honegger** compte aujourd'hui 25 succursales en Suisse. Elle propose une offre globale de Facility Services, qui englobe une vaste palette de prestations, dont l'entretien et la valorisation des aménagements extérieurs et la conciergerie, le service de réceptionnistes-accueil et du Support Office, ainsi que le nettoyage de fin de chantiers et de façades. www.honegger.ch

AC-Konzept est une société spécialisée dans la gestion comptable, le reporting de gestion et les prestations salariales. Grâce à ses tableaux de bord entièrement paramétrables, elle offre une vision en temps réel de la performance et de la rentabilité de l'entreprise. Ses équipes travaillent en synergie avec des déve-

loppeurs informatiques, afin de mettre en place les solutions les plus appropriées à chaque entreprise. www.ac-konzept.com

Les formations proposées par **VK-Coach** sont uniques car elles mixent outils de coaching professionnels et techniques du théâtre d'improvisation. Ces formations innovantes optimisent le bien-être au travail des collaborateurs, en diminuant le stress et l'absentéisme, en développant leurs compétences relationnelles et en augmentant leur productivité. www.vk-coach.com Fondée en 2004, **blossom** est une agence de communication qui accompagne notamment des sociétés actives dans le luxe, les secteurs bancaire et immobilier et les fondations. Avec une quinzaine de collaborateurs, son expertise stratégique lui permet de donner du sens à chaque projet. Son studio graphique déploie une créativité intelligente dans le développement d'outils de communication sur tout support. www.blossom-com.ch

Qatar Airways est la compagnie aérienne nationale de l'État du Qatar. Créée en 1997, elle dessert plus de 150 destinations à travers le monde. Elle a été élue meilleure compagnie aérienne ainsi que meilleure Classe Affaires au monde en 2017 par Skytrax. Qatar Airways opère onze vols par semaine depuis Zurich et un vol quotidien depuis Genève, tous avec le dernier Airbus 350. www.qatarairways.com

Créée en 2003, **altamedia** est active dans le seul domaine de la relation client. Elle délivre des missions de conseils et de formations en matière de vente, de service clients, d'accueil et d'orientation, et mesure la qualité de la relation avec l'acheteur par l'utilisation de clients mystères et d'enquêtes de satisfaction. www.altamedia.ch

FORMATION

Comment relever le défi de la digitalisation

Pour Juan-Carlos Torres, président de la CCIG, l'un des défis auxquels sont confrontés les chefs d'entreprise dans le cadre de la transition numérique de leur entreprise est comment rester maître du navire. C'est pour répondre à cette préoccupation qu'a été conclu le partenariat entre l'Université de Genève et la CCIG pour la mise sur pied du **CAS en Leadership de la transformation digitale**.

Les dirigeants d'entreprise sont aujourd'hui confrontés à d'innombrables questions : comment anticiper les disruptions dans son domaine d'activité, quelles sont les attentes du client et comment intégrer ce dernier dans sa chaîne de valeur, etc. « Je considère que c'est le rôle de la CCIG que de les soutenir dans cette période de transformation numérique : il en va de leur compétitivité », dit Juan-Carlos Torres. « Avec ce CAS, il ne s'agissait pas de créer une formation destinée à expliquer au chef d'entre-

prise comment faire prendre à son entreprise le virage digital : de telles formations existent déjà. Nous avons souhaité bâtir un programme répondant à deux objectifs. Le premier est de donner au cadre dirigeant qui a déjà prévu une transformation digitale les outils lui permettant de rester maître du processus. Le second objectif est de lui donner l'occasion de faire tester et contrôler son nouveau business model. »

Pour cette raison, le programme de ce CAS (Certificate of Advanced Studies) a été conçu conjointement par des enseignants de la Geneva School of Economics and Management de l'UNIGE (le professeur Thomas Straub et Jean-Yves

Mercier, PhD), Juan-Carlos Torres et Samira Marquis, directrice makers ID. Constitué de 7 modules de 2 à 5 jours sur 5 mois, ce CAS permet aux participants d'allier travail et études. Il utilise un matériel pédagogique innovant, en associant l'acquisition de connaissances à l'ouverture d'esprit et l'accompagnement de la transformation.

L'expertise de ses enseignants et les outils concrets proposés assureront aux participants la maîtrise des composantes de la transformation numérique en termes stratégique, de gestion de l'entreprise et de leadership. Enfin, et c'est suffisamment rare pour être souligné, cette formation est dispensée en français. ■

Les membres de la CCIG bénéficient d'un **rabais de 10 %**

POUR EN SAVOIR PLUS : tinyurl.com/transfodigi

EN VIDÉO

Présentation du partenariat CCIG - UNIGE



Fait ici, pour ici.

Changez pour **Electricité Vitale Vert**, 100% écologique et 100% locale.

www.sig-vitale.ch

Ce label suisse garantit la provenance de l'énergie et sa production selon les critères écologiques les plus exigeants d'Europe.

SPONSOR CORNER

Ramada Encore Genève : service, engagement et qualité

En 2018, le Ramada Encore Genève fête ses 15 ans d'existence. Situé Route des Jeunes, attenant au Stade de Genève et au centre commercial La Praille, cet hôtel 3 étoiles supérieur à l'ambiance chaleureuse ne cesse d'innover. Sa direction et ses équipes proposent une offre de service complète et personnalisée, qui va bien au-delà de la simple réservation de chambre.

Dès son arrivée, le client plonge dans l'ambiance du Ramada Encore Genève, basée sur l'amabilité et le professionnalisme. Tout est orchestré avec précision par une équipe de 50 collaborateurs passionnés par leur travail. Ce personnel, valorisé comme il se doit par la direction, constitue une grande famille qui parvient à transmettre son enthousiasme à la clientèle. Chaque employé se montre particulièrement disponible et réactif aux désirs de celle-ci afin de la satisfaire au mieux. C'est dans cet esprit que l'ensemble des chefs de département se réunissent mensuellement pour échanger et améliorer l'expérience client.

À la direction de l'hôtel depuis 2004, Erik Wagenaar ne compte pas ses efforts pour améliorer sans cesse les performances de son établissement. Toutes les chambres ont été entièrement rénovées entre 2013 et 2017 avec élégance, modernité et fonctionnalité. Et son immense « Event Center », avec vue panoramique sur le Stade de Genève, est à même d'accueillir tout type d'événements privés et professionnels : séminaires, expositions, conférences, mariages, réceptions, concerts, soirées de galas, etc.

Le Ramada Encore Genève propose aussi un large éventail d'activités et de prestations grâce à la proximité immédiate du centre commercial La Praille. En plus des magasins, on

trouve dans ce complexe salle de sport, salon de massage/beauté, spa, bowling et terrain de jeu. Grâce aux transports publics du réseau TPG et un service personnalisé de navette, l'aéroport, la gare, le centre-ville et le lac sont accessibles en 15 minutes.

Des technologies dernier cri

Et la technologie dans tout ça ? Le Ramada Encore Genève se montre à la pointe et propose tout un panel d'options digitales. Citons la mise à disposition de smartphones « Handy » dans les chambres qui permettent aux clients de l'hôtel de rester connectés et d'explorer Genève et ses alentours avec différentes idées de sorties.



Les clients peuvent accéder facilement au personnel et aux services de l'hôtel via le Chat Concierge, une

plateforme de messagerie instantanée proposant une connectivité fluide partout, à tout moment. Les fonctionnalités des « Handy » permettent également de promouvoir les services uniques du Ramada Encore Genève en répondant au plus près des besoins et demandes des voyageurs. « Il ne faut jamais se reposer sur nos acquis. C'est pourquoi nous sommes en perpétuelle recherche d'innovations », relève Estelle Simonin, responsable Réservation.



Les Chambres « Business » vous garantissent un confort supérieur tout en élégance et simplicité.

Les nouvelles technologies ne remplacent bien sûr pas le contact humain. L'établissement veille avant tout au bien-être des clients grâce à de nombreuses attentions personnalisées, telles qu'un service d'oreiller à la carte.

Mais le plaisir passe aussi par les papilles. À ce titre, le restaurant de l'hôtel, « The Hub », propose une cuisine locale et gourmande composée de produits de saison du terroir genevois. Du tartare de bœuf aux filets de perche meunières, les mets servis sont d'une qualité irréprochable. Et pour les petites faims, son club sandwich et son burger au vacherin suisse connaissent un succès constant. Tous les midis, un plat de jour est proposé au prix de 20 CHF. Si les

Le Ramada Encore Genève fait partie du groupe américain Wyndham, la plus grande entreprise hôtelière et la plus diversifiée au monde, qui regroupe environ 8000 hôtels et plus de 600 000 chambres dans 66 pays et se décline en 15 chaînes hôtelières. Depuis plusieurs années, ce 3 étoiles supérieur reçoit le label qualité de la Fédération Suisse du Tourisme et des trophées de satisfaction clients sur Booking.com et TripAdvisor.

Le Ramada Encore Genève compte 154 chambres réparties sur sept étages, ainsi qu'un centre de conférence et un Event center de 1950 m². Cela représente 24 chambres de plus qu'à son ouverture en 2003, grâce à deux étages supplémentaires.

On le voit, choisir le Ramada Encore Genève, c'est choisir un « hôtel 3 étoiles supérieur avec un cœur de 5 étoiles » !



vins servis sont avant tout genevois, la carte propose une large gamme suisse et étrangère. Là aussi, une application sera bientôt opérationnelle pour réserver une table, commander son repas et le payer à l'avance d'une simple pression sur son smartphone. L'attente avant de pouvoir manger ne sera alors que de 5 minutes : pratique pour les employés travaillant aux alentours et qui prennent une courte pause de midi !

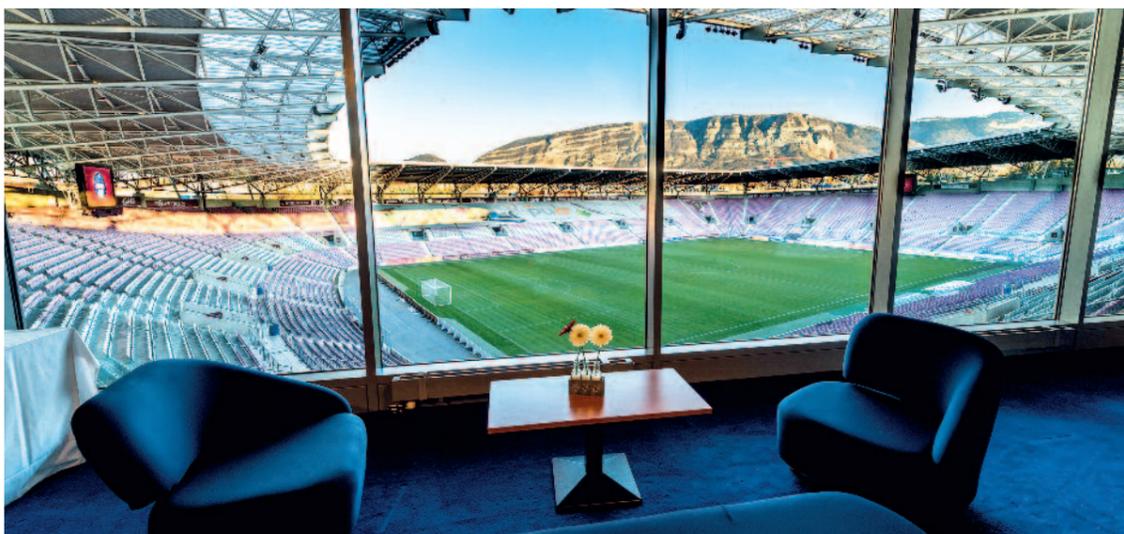
Environnemental et caritatif

Résolument ancré dans une politique de développement durable efficace, le Ramada Encore Genève poursuit une démarche environnementale : il encourage les économies d'énergie et la gestion des déchets, tout en favorisant des

produits et équipements écologiques. Il s'implique aussi fortement dans la vie associative, sportive et culturelle locale. On citera le soutien à diverses associations d'aide aux enfants malades (Rêves Suisses ou Beyond the Moon). L'établissement leur verse régulièrement des dons pour redonner le sourire à des enfants. ■



Hotel Ramada Encore Genève
10-12, route des Jeunes
1227 Carouge
Tél. : +41 (0)22 309 50 00
events@encoregeneve.ch
www.ramada-encore-geneve.ch



L'Event Center du Ramada Encore Genève vous offre une vue panoramique sur la pelouse du Stade de Genève et sur le Salève.

SÉMINAIRE Compte rendu

La sécurité passe aussi par les réseaux du Net !

L'économie mondiale perd chaque année 600 milliards de dollars à cause de la cybercriminalité, selon le Center for Strategic and International Studies (CSIS). Mais l'impact des attaques n'est pas que financier, puisqu'il peut toucher également à la confidentialité, la réputation et la propriété intellectuelle de la victime.



La doyenne de l'ILCE Isabelle Augsburger-Bucheli devant un auditoire très attentif.

Organisé par Allianz en collaboration avec la CCIG, le Cercle suisse des administratrices (CSDA) et le Swiss Board Institute, le séminaire « Cybersécurité et gouvernance : les bonnes pratiques » a abordé en juin dernier les enjeux de la sécurité informatique pour les entreprises, tant au niveau opérationnel que de la gouvernance. Dans le premier cas, il s'agissait de comprendre les dégâts et coûts générés par les failles de sécurité informatique. Dans le second, l'idée était d'expliquer pourquoi les Directions ou Conseils d'administration devraient se préoccuper de la cybercriminalité.

Après le mot de bienvenue d'Eric Besson, responsable service Courtiers d'Allianz, la doyenne de l'Institut de lutte contre la criminalité économique (ILCE) Isabelle Augsburger-Bucheli dresse le profil-type des pirates : « Ce sont rarement de jeunes hackers qui s'amusent, on a affaire aujourd'hui à des réseaux organisés qui en font un réel business ». Et attention aux idées reçues : 52 % des fraudeurs seraient internes à l'entreprise, selon une étude PwC 2018 ! Leur profil-type ? Un trentenaire bien formé, en poste depuis quelques années.

Des statistiques inquiétantes

88 % des entreprises en Suisse ont été victimes d'une cyberattaque en 2017 (contre 52 % en 2015), d'après une étude de KPMG. Et seules 33 % des entreprises hackées récupèrent leurs données (qui ne sont pas toujours utilisables) ! L'employé peut aussi être atteint à son insu. Avec l'augmentation du télétravail, des tâches réalisées en équipe, du mélange entre vie privée et professionnelle et des objets connectés, les risques se multiplient. L'humain est-il le maillon faible ?

« Sans doute, a relevé le responsable adjoint de l'ILCE Sébastien Jaquier, mais les processus de protection sont souvent défaillants ».

Une formation interne indispensable

De son côté, Solange Ghernaouti, directrice de Swiss Cybersecurity Advisory & Research Group, en est persuadée : « Le risque vient du défaut de formation au changement ». Il faut éduquer les collaborateurs au phénomène, à commencer par la Direction et le Conseil d'administration, qui doivent comprendre que sécuriser la technologie demande des moyens financiers et en ressources humaines. Il existe un décalage évident entre la demande des dirigeants et les moyens effectivement alloués à l'informatique. Se dire qu'il y a un responsable des ordinateurs ne va pas lui donner le pouvoir d'acquiescer un logiciel de protection. Et une vidéosurveillance ne remplacera jamais un système de cybersécurité. Les investissements seuls ne suffisent pas non plus, il faut accompagner le processus et changer les mentalités, vu l'omniprésence des technologies. Solange Ghernaouti mentionne les cinq principes que les membres de Conseils d'administration devraient appliquer, selon la NACD (National Association of Corporate Directors) : *

1. Considérer la cybersécurité comme un problème de management du risque pour l'entreprise, et non pas comme quelque chose qui ne concerne que l'IT.
2. Connaître les implications légales que les cyber-risques peuvent avoir.
3. Faire appel à une expertise externe en matière de cybersécurité et prévoir à l'agenda des Conseils des rencontres régulières sur le sujet.

4. Poser comme objectif à la Direction qu'elle mette sur pied une structure de management du risque, avec des ressources adéquates et pour toute l'entreprise.
5. Inclure dans les discussions sur le management l'identification des risques à éviter, de ceux à accepter et de ceux qu'une assurance pourrait atténuer.

La digitalisation des entreprises produira de plus en plus de données qu'il faudra sécuriser, d'autant plus dans des domaines sensibles comme les ressources énergétiques. « Si une entreprise comme Facebook ne parvient pas à sécuriser ses données, que peut faire une modeste PME ? », a avancé avec humour Solange Ghernaouti.

Comment se protéger ?

Selon Alexandre Horvath, Risk Engineer à Allianz Suisse, le marché des cyber assurances, qui est nouveau, connaît un fort développement. Les pare-feu, antivirus et autres moyens habituels de sécurité n'étant de loin plus suffisants, de nombreuses entreprises peuvent trouver avantage à contracter une assurance spécifique en cybersécurité. Plusieurs sociétés, toute taille et tout secteur confondus, ont vécu des expériences de piratage qui leur ont coûté des milliers de francs de dommages, faute d'une couverture spécifique.

Enfin, illustrant le propos de manière saisissante, Nicolas Heiniger, Social Engineer à Compass Securit, a réalisé plusieurs démonstrations de hacking

en direct. Il explique que le pirate peut trouver de nombreuses informations sur le site web des entreprises, tels que le nom des responsables et les e-mails personnels. Les réseaux sociaux sont également de précieuses sources de renseignements, qui permettent par exemple de savoir si une personne est en vacances. Tout ce qu'il faut pour monter une « arnaque au président » ! Les entreprises doivent en fait suivre des bonnes pratiques et se focaliser sur une formation adaptée des collaborateurs, un cryptage des données, des mises à jour régulières des logiciels et une double authentification des signatures. Le blocage d'accès aux données est l'une des clés de la cybersécurité, surtout dans l'univers actuel des réseaux partagés. ■



"THE QUEST FOR HARMONY IS NEVER-ENDING."

BENJAMIN CLEMENTINE,
MUSICAL ARTIST, WEARS THE
VACHERON CONSTANTIN FIFTYSIX.

VACHERON CONSTANTIN
GENÈVE

ONE OF
NOT MANY.

CONTACT US: +41 22 580 1755

* Source : <https://securityintelligence.com/nacd-publishes-five-cybersecurity-principles-every-board-director-needs-to-know/>

AGENDA

Jeudi 13 et vendredi 14 septembre 2018

ICON2018 – Vers la confiance numérique

GCSP, Maison de la Paix, ch. Eugène-Rigot 2d, Genève

POUR EN SAVOIR PLUS: www.icon-2018.org

Mercredi 26 septembre 2018 de 9h30 à 17h

9^e Forum d'affaires franco-suisse

Transitions technologiques, repensez les modèles d'affaires

Hôtel Ramada Encore Genève, route des Jeunes 10-12, Genève

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: www.fafs.ch

RÉSEAUTAGE POUR LÈVE-TÔT

Le 7 h 30 de la Chambre

Venez assister aux présentations des entreprises suivantes:

Jeudi 20 septembre 2018 de 7 h 30 à 9 h 30 - CCIG

RAMADA ENCORE GENEVA - FERT - PROTECTAS - BJ COFFEE SA
GENEVA INTELLIGENCE - TOPIXEL S.à.r.l. - OCHSNER & ASSOCIÉS
PAUL MANDEL - SATOM IT & LEARNING SOLUTIONS

Jeudi 11 octobre 2018 de 7 h 30 à 9 h 30 - CCIG

ADECCO - ATELIERSUD - ECOLIVE - ENTNEST - GIRARD SUDRON -
TEAMWAY SA - TECHFIRM (inscription dès le 20 septembre 2018)

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: www.ccig.ch/agenda

ENQUÊTE AUPRÈS DES MEMBRES

Votre contribution est essentielle !

La raison d'être de la CCIG est d'œuvrer à ce que ses membres puissent créer de l'emploi et apporter de la valeur au canton et au pays, quels que soient la taille de l'entreprise et son secteur d'activité. Dans un environnement en mutation rapide, la CCIG doit, comme toute entreprise, s'interroger sur la manière dont elle répond à vos besoins et comment elle peut améliorer et enrichir les prestations qu'elle offre à ses membres.

Dans cette optique, nos membres ont reçu deux courriers: l'un les invitant à participer à des ateliers prospectifs, l'autre les priant de répondre à un questionnaire en ligne.

Cette enquête, sous ces deux formes, représente un moment stratégique important pour la CCIG. Votre contribution est essentielle pour nous permettre de rester à la hauteur de notre mission dans un contexte de plus en plus complexe. Nous vous remercions vivement de votre engagement et de votre collaboration !

L'Enquête conjoncturelle d'automne se déroulera aux dates habituelles, si bien que la CCIG sera fort présente dans vos boîtes aux lettres en cette rentrée !

SÉMINAIRES DE FORMATION – RÉSERVÉS AUX MEMBRES

Jeudi 13 septembre 2018 de 8 h à 10 h (accueil dès 7 h 30) - CCIG

Le réseautage productif: comment rencontrer l'autre

Lundi 8 octobre 2018 de 8 h à 10 h (accueil dès 7 h 30) - CCIG

Convaincre ou persuader? Améliorer l'impact de son langage non verbal (1)

Mardi 30 octobre 2018 de 8 h à 10 h (accueil dès 7 h 30) - CCIG

Convaincre ou persuader? Se faire comprendre de son interlocuteur (2)

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: www.ccig.ch/agenda

Mardi 13 novembre 2018

Événement économique

Centre de congrès de Palexpo, Genève

Jeudi 22 novembre 2018

Cérémonie de remise des Prix

Haute Ecole de Gestion de Genève, rue de la Tambourine 17, Carouge

Jeudi 31 janvier 2019

Journée du Conseil d'administration

IMB Business School, ch. de Bellerive 3, Lausanne

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: swissboardinstitute.ch/la-journee

Save the dates

IMPRESSUM

CCIGinfo

Bulletin d'information de la CCIG.
Paraît 11 fois par an, 3800 exemplaires

Responsable d'édition:
Alexandra Rys

Rédaction:
Fabienne Delachaux, Nicolas Grangier,
Amanda Müller, Marie-Louise Possa,
Alexandra Rys, Julie Udry

Publicité:
HP Media, tél. 022 786 70 00

Conception: ROSS graphic design

Impression: Atar Roto Presse SA, Satigny

Informations:
publications@ccig.ch



Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève

4, boulevard du Théâtre - 1204 Genève

Adresse postale
Case postale 5039 - 1211 Genève 11
Tél. 022 819 91 11 - Fax 022 819 91 00



imprimé en suisse

SPONSORS

PLATINE



OR



ARGENT



BRONZE



PHOTOVOLTAÏQUE

CHAUFFAGE

VOTRE PÔLE DE COMPÉTENCES EN ÉNERGIE

Les sociétés de Groupe E vous proposent des solutions durables et innovantes en matière d'énergie.

ÉLECTROMÉNAGER

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

TRAITEMENT DE L'EAU

MOBILITÉ

www.groupe-e.ch
PARTAGEONS PLUS QUE L'ÉNERGIE